

Kadhafi

à Paris : tapis rouge controversé

Kadhafi plante sa tente à Paris alors que sa visite suscite la polémique. Tandis que Nicolas Sarkozy se défend de mener une diplomatie immorale... après la signature d'une nouvelle série de contrats avec le «guide» libyen.

Lundi 10 décembre, journée anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, le guide libyen Mouammar Kadhafi est reçu à Paris par le président français Nicolas Sarkozy pour une visite officielle de cinq jours. Les honneurs réservés aux chefs d'Etat lui seront accordés: tapis rouge, salut de la Garde républicaine devant l'Assemblée nationale. Le dispositif de sécurité, exceptionnel, est à la mesure de la singularité de l'invité. Le show s'annonçait prometteur, à commencer par la tente bédouine que le colonel a fait planter dans le jardin de l'hôtel Marigny où il a pris ses quartiers. Sa façon de s'habiller -ibaya ocre et kebbous noir ou costume sombre sur chemise verte ornée d'une carte du continent africain-, ses «amazones» en treillis qui assurent sa garde rapprochée ou encore sa délégation composée de plusieurs centaines de personnes ont largement fourni à la presse matière à commenter. Le soir même, l'Elysée annonce la signature de contrats à hauteur de 10 milliards d'euros.



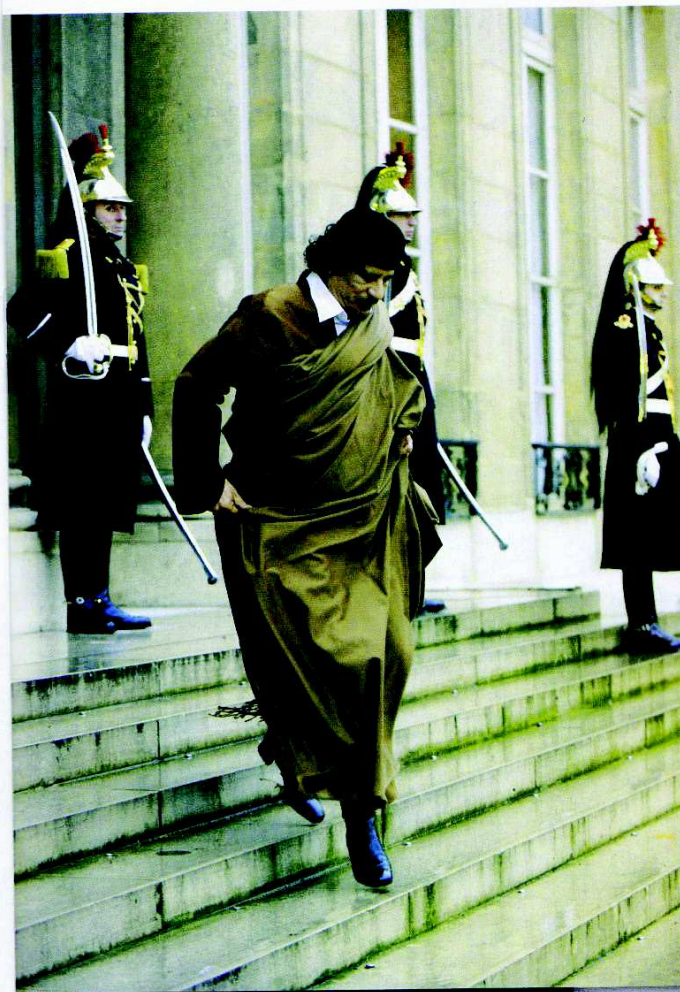
Au programme : la fourniture de réacteurs nucléaires civils, la vente d'Airbus, de Rafale et d'équipements militaires.

Une realpolitik, à quel prix ?

Une realpolitik à n'importe quel prix : tel semble être la voie choisie par Nicolas Sarkozy pour conduire sa politique étrangère. Tandis qu'au Maroc, les contrats signés étaient accompagnés d'un mutisme très remarqué sur les mandats d'arrêt internationaux lancés dans

le cadre de l'affaire Ben Barka et les accords énergétiques en Algérie étaient conclus sur fond de débats mémoriels tendus. Les critiques concernant cette visite n'ont pas tardé à fuser, notamment de la part des organisations de défense des droits de l'homme qui dénoncent la torture, l'absence de liberté d'expression et la détention de prisonniers politiques en Libye. Au deuxième jour de sa visite, Kadhafi s'est rendu à l'Assemblée nationale où les députés socialistes ont brièvement quitté l'hémicycle en signe de protestation. La gauche, qui dénonce la «mascarade» d'une visite marquée par «le ridicule», accuse le président de ne pas

mener la «diplomatie morale» qu'il avait prônée lors de sa campagne électorale, transformant la France en une sorte de «pays des droits de l'homme d'affaires», pour reprendre l'intitulé du télézapping du Monde du 10 décembre. Pour Noël Mamère, député des Verts, «la place de M. Kadhafi n'est pas à l'Assemblée nationale, la place de M. Kadhafi n'est pas en France, il n'est qu'un dictateur, un tortionnaire». La venue du colonel divise au sein même de la majorité. Le jour de son arrivée, le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner ainsi que la secré-



■ Mouammar Kadhafi au Palais de l'Elysée le 10 décembre dernier.

La gauche a accusé Sarkozy de ne pas mener la « diplomatie morale ».

taire d'Etat aux droits de l'homme Rama Yade ont exprimé de vives critiques. Convoquée à l'Elysée, Rama Yade a modéré ses propos, recadrage oblige, mais le message est passé. Le principal concerné par les polémiques n'a pas manqué de les raviver par des coups d'éclat. A l'Unesco, il a interpellé la France sur les droits des immigrés : «Avant de parler des droits de l'homme, il faut vérifier que les immigrés bénéficient chez vous de ces droits», faisant allusion aux violences dans les banlieues.

Il a par ailleurs affirmé dans une interview accordée à la chaîne France 2 qu'il n'avait pas évoqué avec son hôte le sujet sensible des droits de l'homme, contrairement à ce que le président français avait déclaré la veille. Et d'ajouter que cette question «ne se pose pas» dans la Jamahiriya libyenne où règne une «démocratie populaire directe» et où «il n'y a aucun prisonnier politique». Selon lui, «il n'y a pas d'élections en Libye parce que les Libyens n'éisent pas leurs dirigeants. Ce sont les Libyens qui se dirigent eux-mêmes». Sarkozy a réagi en annonçant la publication de leur entretien au sujet des droits de l'homme par le Nouvel Observateur jeudi 13 décembre.

Un Kadhafi respectable ?

Ayant nuancé à l'Assemblée nationale ses critiques sur la visite du guide, Bernard Kouchner a évoqué la nécessité de réintégrer la Libye dans le concert des nations au nom d'une «diplomatie de la réconciliation», expliquant la visite du guide par «le fait que le monde évolue, qu'un homme, Kadhafi, a changé du terrorisme à la coopération contre le terrorisme (...)». C'est une diplomatie de l'ouverture que nous pratiquons. Lors du second tête-à-tête du mercredi 12 décembre entre les deux chefs d'Etat, au lendemain des attentats d'Al Qaïda à Alger, N. Sarkozy a «recommandé vivement» à Kadhafi de dénoncer publiquement ces actes terroristes. Sitôt dit, sitôt fait. Une attitude très conciliante pour le dirigeant d'un pays longtemps placé au ban des nations du fait de son soutien au terrorisme.

D'origine bédouine, Kadhafi est arrivé au pouvoir en Libye suite à un coup d'Etat militaire en 1969, à l'âge de 27 ans. Fasciné par le modèle de Gamal Abdel Nasser, il prêche le panarabisme et revendique la démocratie directe. Durant la Guerre froide, il fera le choix du tiers-mondisme auquel s'est substitué entre-temps le panafricanisme. Affaibli par les embargos, la Libye reconnaît sa responsabilité dans plusieurs attentats en 1999. En 2003, la Tripoli annonce avoir renoncé à son programme d'armement nucléaire.

Il ne serait pas surprenant de voir cette récente évolution vers la normalisation se poursuivre sans trop de peine, d'autant que la Libye dispose d'un atout majeur sur la scène internationale : ses importantes réserves pétrolières. ■

AMINA BOUBIA